A°· 1927.  N°· 29.



# PUBLICATIE-BLAD.

**BESCHIKKING** *van den 31sten Mei 1927, No. 446, bepalende de plaatsing in het Publicatieblad van het Koninklijk besluit van den 22sten Maart 1927 (Staatsblad No. 59), bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van het op 12 Mei 1926 te Athene tusschen Nederland en Griekenland gesloten handelsverdrag met daarbij behoorende protocollen (Staatsblad 1926, No. 476).*

---

DE WAARNEMENDE GOUVERNEUR van Curaçao,

Gelezen de missive van den Minister van Koloniën van 8 April 1927, 4de Afdeeling No. 32/128, waarbij ter bekendmaking is ontvangen het Koninklijk besluit van den 22sten Maart 1927 (Staatsblad No. 59), bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van het op 12 Mei 1926 te Athene tusschen Nederland en Griekenland gesloten handelsverdrag met daarbij behoorende protocollen (Staatsblad 1926, No. 476).

*Heeft goedgevonden te bepalen;*

dat voormeld Koninklijk besluit van 22 Maart 1927 (Staatsblad No. 59), nevens afschrift dezer beschikking in het *Publicatieblad* zal worden geplaatst.

De waarnemende Gouverneur voornoemd,

H. SCHOTBORGH.

Uitgegeven den 13n. Juni 1927.
De wnd. Gouvernements-Secretaris,
J. G. STATIUS MULLER.

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien de Wet van 30 December 1926 (*Staatsblad* nº. 476), houdende goedkeuring van het op 12 Mei 1926 te *Athene* tusschen *Nederland* en *Griekenland* gesloten handelsverdrag met daarbij behoorende protocollen, van welke stukken een afdruk en eene vertaling bij dit Besluit zijn gevoegd;

Overwegende, dat de akten van bekrachtiging van dat verdrag op 3 Maart 1927 te *Athene* zijn uitgewisseld;

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van den 17den Maart 1927, Directie van het Protocol, nº. 8419;

Hebben goedgevonden en verstaan:

meergenoemd verdrag met daarbij behoorende protocollen, alsmede de vertalingen daarvan, te doen bekend maken door de plaatsing van dit Besluit in het *Staatsblad*.

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, zijn, ieder voor zooveel hem aangaat, belast met de uitvoering van hetgeen ten deze wordt vereischt.

's-Gravenhage, den 22sten Maart 1927.

WILHELMINA.

*De Minister van Buitenlandsche Zaken,*
VAN KARNEBEEK.

Uitgegeven den *een en dertigsten* Maart 1927.

*De Minister van Justitie,*
J. DONNER.

# CONVENTION COMMERCIALE ENTRE LES PAYS-BAS ET LA GRECE.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et le Président de la République Hellénique, désireux de favoriser les relations économiques entre les deux Pays, ont résolu de conclure une convention de commerce et ont nommé à cet effet pour Leurs Plénipotentiaires respectifs savoir.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas,

Son Excellence Monsieur C. D. SCHULLER TOT PEURSUM, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire.

Le Président de la République Hellénique,

Son Excellence Monsieur L. KANAKARIS ROUPHOS, Ministre des Affaires Etrangères,

lesquels dûment autorisés à cet effet sont convenus des dispositions suivantes:

Article I.

1. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront traités sur le territoire de l'autre sous tous les rapports et notamment en ce qui concerne l'établissement et l'exercice du commerce, de l'industrie et de la navigation et l'exercice de leurs métiers et professions et pour tout ce qui concerne leurs biens mobiliers et immobiliers, leur situation juridique, leurs droits et intérêts, au moins aussi avantageusement que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

2. Ils seront libres de régler leurs affaires sur le territoire de l'autre Partie, soit personnellement, soit par un intermédiaire de leur propre choix, sans être soumis à cet égard à d'autres restrictions que celles prévues par les lois et règlements en vigueur dans le territoire respectif. Ils auront en se conformant aux lois du pays, le droit d'ester en justice et libre accès auprès de toutes les autorités.

3. Ils n'auront à payer pour l'exercice de leur commerce, de leur industrie, de leur navigation et de leurs métiers et professions sur le territoire de l'autre Partie aucun impôt, taxe ou droit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront perçus des nationaux ou des ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article II.

1. Les sociétés anonymes et autres sociétés commerciales, industrielles, agricoles ou financières, y compris les compagnies de navigation et d'assurance, qui ont leur siège sur le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes et qui d'après les lois de cette Partie y sont légalement constituées, seront autorisées également sur le territoire de l'autre Partie à défendre tous leurs droits et intérêts et spécialement à ester en justice en se soumettant aux lois et ordonnances y relatives en vigueur sur le territoire de cette autre Partie.

2. L'admission, sur le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes, des sociétés énoncées ci-dessus, légalement constituées sur le territoire de l'autre Partie sera réglée par les lois et ordonnances en vigueur de l'Etat respectif.

3. Toutes les sociétés, jouiront tant pour ce qui concerne leur admission que leur fonctionnement, et à tout autre égard, du traitement sur le pied de la nation la plus favorisée.

Article III.

1. Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à accorder à l'autre le traitement le plus favorable qu'elle accorde ou pourrait accorder à l'avenir à un tiers Etat quelconque en ce qui concerne l'exportation, l'importation, l'entreposage et le transit des marchandises, l'acquittement des droits et des taxes et l'accomplissement des formalités douanières.

2. Les produits du sol et de l'industrie de la Grèce importés dans les Pays-Bas, aux Indes-Néerlandaises, au Surinam et au Curaçao, et réciproquement les produits du sol et de l'industrie des Pays-Bas, des Indes Néerlandaises, du Surinam et du Curaçao, importés en territoire hellénique ne seront pas assujettis à des droits, taxes, surtaxes de consommation ou majorations de toutes sortes autres ou plus élevés que les produits similaires de la nation étrangère la plus favorisée.

3. Les dispositions fixées par cet article ne s'appliqueront pas:

*a*) aux privilèges accordés ou qui pourraient être accordés par une des Parties dans le trafic frontière avec les Pays limitrophes;

*b*) aux faveurs spéciales résultant d'une union douanière.

Article IV.

Si les circonstances le rendent inévitable, les deux Hautes Parties Contractantes pourront exiger que les produits et marchandises importés sur leurs territoires soient accompagnés d'un certificat d'origine, délivré par l'autorité compétente. Dans le cas où elles exigeraient la légalisation des certificats en question par un fonctionnaire consulaire, les deux Gouvernements s'accorderont pour la fixation des droits qui éventuellement seraient perçus pour cette légalisation.

Article V.

1. Les objets passibles de droits et servant d'échantillons, à l'exception des marchandises prohibées, seront admis de part et d'autre en franchise temporaire, sous réserve de l'observation des formalités douanières nécessaires pour en assurer la réexportation intégrale.

2. Les marques de reconnaissance apposées aux échantillons par les autorités de l'une des Hautes Parties Contractantes seront pour l'établissement de leur identité, reconnues par les autorités de l'autre Partie, sous réserve de la faculté de celles-ci d'y apposer en plus des marques de reconnaissance nationales dans tous les cas où cela leur paraîtra nécessaire.

3. Le bénéfice de cette franchise pourra être retiré aux voyageurs ou aux maisons de commerce qui ne se conforment pas aux conditions établies.

Article VI.

Sous réserve de la stipulation de l'alinéa 2 de cet article, chacune des Hautes Parties Contractantes accordera à la navigation de l'autre sous tous les rapports un traitement au moins aussi favorable que celui accordé à la navigation des nationaux ou de la nation la plus favorisée.

Toutefois les Hautes Parties Contractantes se réservent le droit de régler le cabotage.

Article VII.

Tout différend sur l'interprétation, l'application ou l'exécution de la présente convention qui n'a pu être résolu entre les Hautes Parties Contractantes par la voie diplomatique sera soumis à la Cour Permanente de Justice Internationale.

Article VIII.

Les dispositions de la présente Convention sont également applicables aux Indes Néerlandaises, au Surinam et au Curaçao.

Article IX.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Athènes, aussitôt que faire se pourra. Elle entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications et demeurera obligatoire pendant une année à partir du jour de son entrée en vigueur avec tacite réconduction pour une même période chaque fois où elle ne sera pas dénoncée par une des Hautes Parties Contractantes au moins six mois avant l'échéance.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la présente convention.

Fait en double à Athènes le douze mai mil neuf cent vingt six.

(*L. S.*) C. D. Schuller tot Peursum.

(*L. S.*) L. Kanakaris Rouphos.

# PROTOCOLE.

Il est entendu que partout où, dans le présent traité il est prévu que l'une des Hautes Parties Contractantes accordera à l'autre le même traitement qu'aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée, le plus favorable de ces deux traitements sera accordé.

Il est également entendu que la clause de la nation la plus favorisée ne pourra être invoquée par une des Hautes Parties Contractantes pour obtenir des droits ou privilèges découlant de conventions de droit international privé.

Fait en double à Athènes le douze mai mil neuf cent vingt six.

(*L. S.*) C. D. Schuller tot Peursum.

(*L. S.*) L. Kanakaris Rouphos.

# PROTOCOLE.

Les Plénipotentiaires pour les Pays-Bas et la Grèce, dûment autorisés à cette fin, en procédant à la signature de la Convention commerciale entre les Pays-Bas et la Grèce en date de ce jour, et en vue de l'article IV de la susdite convention, déclarent que leurs Gouvernements respectifs prennent l'engagement, pendant toute la durée de la susdite convention, de ne pas exiger, pour les certificats d'origine, des droits de légalisation consulaire dans le cas où cette légalisation serait jugée nécessaire.

Fait en double à Athènes, le douze mai mil neuf cent vingt six.

*Pour les Pays-Bas:* *Pour la Grèce:*

*(L.S.)* C. D. SCHULLER TOT PEURSUM. *(L.S.)* L. KANAKARIS ROUPHOS.

# PROTOCOLE DE SIGNATURE.

Au moment de procéder à la signature de la convention commerciale entre les Pays-Bas et la Grèce, les Plénipotentiaires respectifs dûment autorisés à cette fin, déclarent que leurs Gouvernements prennent l'engagement de s'assurer réciproquement les droits et privilèges accordés à la nation la plus favorisée à partir d'aujourd'hui, date de la signature de la convention commerciale susindiquée, jusqu'à la date de l'entrée en vigueur de cette convention.

Fait en double à Athènes, le douze mai mil neuf cent vingt six.

*Pour les Pays-Bas:* *Pour la Grèce:*

*(L.S.)* C. D. SCHULLER TOT PEURSUM. *(L.S.)* L. KANAKARIS ROUPHOS.

VERTALING.

# HANDELSVERDRAG TUSSCHEN NEDERLAND EN GRIEKENLAND.

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden en de President der Helleensche Republiek, verlangend, de economische betrekkingen tusschen beide landen te bevorderen, hebben besloten een handelsverdrag te sluiten, en hebben te dien einde tot Hunne wederzijdsche Gevolmachtigden benoemd:

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden,

Zijne Excellentie den Heer C. D. Schuller tot Peursum, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister,

de President der Helleensche Republiek,

Zijne Excellentie den Heer L. Kanakaris Rouphos, Minister van Buitenlandsche Zaken,

die, daartoe behoorlijk gemachtigd, omtrent de volgende bepalingen zijn overeengekomen:

## Artikel I.

1. De onderdanen van elke der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen op het grondgebied der andere in alle opzichten en in het bijzonder voor wat betreft de vestiging en de uitoefening van den handel, de nijverheid en de scheepvaart en de uitoefening van hunne bedrijven en beroepen en voor alles wat betreft hunne roerende en onroerende goederen, hunne rechtspositie, hunne rechten en belangen, op minstens even gunstige wijze behandeld worden als de onderdanen der meestbegunstigde natie.

2. Het zal hun vrij staan, hunne zaken op het grondgebied der andere Partij te regelen, hetzij persoonlijk, hetzij door een tusschenpersoon van hunne eigen keuze, zonder te dezen opzichte aan andere beperkingen te zijn onderworpen dan die, vastgesteld bij de op het betrokken grondgebied van kracht

zijnde wetten en voorschriften. Zij zullen het recht hebben in rechte op te treden en vrijen toegang hebben tot alle autoriteiten, mits zij zich onderwerpen aan de wetten des lands.

3. Zij zullen voor de uitoefening van hunnen handel, hunne nijverheid, hunne scheepvaart en hunne bedrijven en beroepen binnen het grondgebied der andere Partij geene andere of hoogere belasting, heffing of recht hebben te betalen dan die, welke aan de nationalen of aan de onderdanen van de meestbegunstigde natie zijn of zullen worden opgelegd.

Artikel II.

1. De naamlooze vennootschappen en andere vereenigingen op het gebied van handel, nijverheid, landbouw of financiën, daaronder begrepen de scheepvaart- en verzekeringmaatschappijen, die haar zetel hebben op het grondgebied van eene der Hooge Verdragsluitende Partijen, en die volgens de wetten van die Partij, daar op rechtsgeldige wijze zijn opgericht, zullen evenzeer bevoegd zijn om op het grondgebied van de andere Partij al hare rechten en belangen te verdedigen en in het bijzonder in rechte op te treden, mits zij zich onderwerpen aan de daarop betrekking hebbende wetten en voorschriften, van kracht op het grondgebied van die andere Partij.

2. De toelating binnen het grondgebied van eene der Hooge Verdragsluitende Partijen van de hierboven genoemde, op rechtsgeldige wijze op het grondgebied der andere Partij opgerichte vereenigingen, zal geregeld worden door de van kracht zijnde wetten en voorschriften van den betrokken Staat.

3. Alle vereenigingen zullen, zoowel voor wat betreft hare toelating als hare werking, en in elk ander opzicht, de behandeling op den voet der meestbegunstigde natie genieten.

Artikel III.

1. Elke der Hooge Verdragsluitende Partijen verbindt zich, aan de andere de meest gunstige behandeling te verleenen, die zij toekent of in de toekomst zoude kunnen toekennen aan eenigen derden Staat, voor wat betreft den uitvoer, den invoer, het entrepotverkeer en den doorvoer van koopwaren, de voldoening van rechten en belastingen, en de vervulling van douaneformaliteiten.

2. De producten van bodem en nijverheid van Griekenland, ingevoerd in Nederland, Nederlandsch-Indië, Suriname en

Curaçao, en wederkeerig de producten van bodem en nijverheid van Nederland, Nederlandsch-Indië, Suriname en Curaçao, ingevoerd in Helleensch grondgebied, zullen aan geene andere of hoogere rechten, heffingen, verbruiksrechten of toeslagen van welken aard ook, onderworpen zijn, dan de overeenkomstige producten der meestbegunstigde natie.

3. De bepalingen, door dit artikel vastgesteld, zullen niet van toepassing zijn:

*a.* op de voorrechten, welke zijn of zouden kunnen worden toegestaan door eene der Partijen in het grensverkeer met de aangrenzende landen;

*b* op bijzondere voordeelen, voortvloeiend uit een tolunie.

Artikel IV.

Indien de omstandigheden het onvermijdelijk maken, zullen beide Hooge Verdragsluitende Partijen kunnen eischen, dat de producten en koopwaren, ingevoerd binnen haar grondgebied, van een, door de bevoegde autoriteit afgegeven certificaat van oorsprong, worden vergezeld. Voor het geval zij legalisatie van de desbetreffende certificaten door een consulair ambtenaar zouden eischen, zullen beide Regeeringen zich verstaan omtrent de vaststelling van de rechten, welke eventueel voor die legalisatie geheven zouden worden.

Artikel V.

1. De aan rechten onderworpen en als monsters dienende voorwerpen, met uitzondering van verboden goederen, zullen wederzijds onder tijdelijke vrijstelling van rechten worden toegelaten, mits in acht worden genomen de douaneformaliteiten, noodig om hunnen algeheelen wederuitvoer te verzekeren.

2. De herkenningsmerken, door de autoriteiten van eene der Hooge Verdragsluitende Partijen op de monsters aangebracht, zullen ter vaststelling van hun identiteit, door de autoriteiten van de andere Partij worden erkend, onder voorwaarde, dat deze de bevoegdheid zullen hebben, daarnaast de nationale herkenningsmerken aan te brengen, in alle gevallen, waarin hun zulks noodig zal voorkomen.

3. Het voorrecht van deze vrijstelling van invoerrechten zal kunnen worden ingetrokken voor die reizigers en handelshuizen, die zich niet houden aan de vastgestelde voorwaarden.

Artikel VI.

Met inachtneming van de bepaling van alinea 2 van dit artikel, zal elke der Hooge Verdragsluitende Partijen aan de scheepvaart van de andere in alle opzichten eene behandeling toestaan, minstens even gunstig als die, toegestaan aan de scheepvaart der nationalen of der meestbegunstigde natie.

In ieder geval behouden de Hooge Verdragsluitende Partijen zich het recht voor, de kustvaart te regelen.

Artikel VII.

Elk geschil over den uitleg, de toepassing of de uitvoering van dit Verdrag, dat door de Hooge Verdragsluitende Partijen niet langs diplomatieken weg is kunnen worden opgelost, zal onderworpen worden aan het Permanente Hof van Internationale Justitie.

Artikel VIII.

De bepalingen van dit verdrag zijn eveneens van toepassing op Nederlandsch-Indië, Suriname en Curaçao.

Artikel IX.

Dit verdrag zal bekrachtigd worden en de akten van bekrachtiging zullen zoo spoedig mogelijk te Athene worden uitgewisseld. Het zal in werking treden vijftien dagen na de uitwisseling der akten van bekrachtiging, en zal van kracht blijven gedurende een jaar, te rekenen van den dag zijner inwerkingtreding, met stilzwijgende verlenging telkenmale voor eenzelfde periode, tenzij het door eene der Hooge Verdragsluitende Partijen ten minste zes maanden vóór den afloop mocht zijn opgezegd.

Ter oorkonde waarvan de Gevolmachtigden dit verdrag hebben onderteekend.

Gedaan in tweevoud te Athene, den twaalfden Mei negentienhonderd zes en twintig.

(*L. S.*) C. D. Schuller tot Peursum

(*L. S.*) L. Kanakaris Rouphos.

# PROTOCOL

Het is wel verstaan dat overal, waar in dit Verdrag bepaald is dat eene der Hooge Verdragsluitende Partijen aan de andere dezelfde behandeling zal toestaan als aan de nationalen of aan de onderdanen der meestbegunstigde natie, de meest voordeelige van deze twee behandelingen zal worden toegestaan.

Het is eveneens verstaan dat de clausule der meestbegunstigde natie door eene der Hooge Verdragsluitende Partijen niet zal kunnen worden ingeroepen ten einde rechten of voorrechten te verkrijgen, die voortvloeien uit overeenkomsten betreffende internationaal privaatrecht.

Gedaan in tweevoud te Athene, den twaalfden Mei negentienhonderd zes en twintig.

(*L. S.*) C. D. Schuller tot Peursum.
(*L. S.*) L. Kanakaris Rouphos.

# PROTOCOL.

De Gevolmachtigden voor Nederland en Griekenland, daartoe behoorlijk gemachtigd, overgaande tot de onderteekening van het handelsverdrag tusschen Griekenland en Nederland van heden, en gezien artikel IV van bovengenoemd verdrag, verklaren dat hunne respectievelijke Regeeringen zich verbinden om, gedurende den geheelen duur van bovengenoemd verdrag, voor de certificaten van oorsprong, geene consulaire legalisatierechten te vorderen, voor het geval dat deze legalisatie zoude noodig geoordeeld worden.

Gedaan in tweevoud te Athene, den twaalfden Mei negentienhonderd zes en twintig.

*Voor Nederland:* *Voor Griekenland:*

*(L.S.)* C. D. SCHULLER TOT PEURSUM. *(L.S.)* L. KANAKARIS ROUPHOS.

# PROTOCOL VAN ONDERTEEKENING.

Op het oogenblik, dat tot de onderteekening van het handelsverdrag tusschen Nederland en Griekenland wordt overgegaan, verklaren de respectievelijke Gevolmachtigden, daartoe behoorlijk gemachtigd, dat hunne Regeeringen zich verbinden, elkander wederkeerig de rechten en voorrechten te verzekeren, toegestaan aan de meestbegunstigde natie, van heden, datum van onderteekening van bovengenoemd handelsverdrag af, tot op den datum van inwerkingtreding van die overeenkomst.

Gedaan in tweevoud te Athene, den twaalfden Mei negentienhonderd zes en twintig.

*Voor Nederland:* *Voor Griekenland:*

*(L.S.)* C. D. SCHULLER TOT PEURSUM. *(L.S.)* L. KANAKARIS ROUPHOS.